



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

SERVICE DE L'EXPERTISE ET DE LA MODERNISATION

SOUS-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES
GÉNÉRALES
ET DU CONTENTIEUX

Bureau du contentieux administratif et du conseil

Affaire suivie par Catherine Laurent

Paris, le 20 février 2020

**La garde des sceaux,
ministre de la justice**

à

**Monsieur Alexandre Léchenet
dada+request-60-5db7823e@madada.fr**

Objet : votre demande préalable présentée le 29 janvier 2020.

Monsieur,

Par courriel du 29 janvier 2020, vous avez formulé une demande de communication de données de l'observatoire des peines d'emprisonnement ferme prononcées par les tribunaux correctionnels ou en plaider-coupable.

En réponse à votre demande, je vous informe que les données de l'observatoire des peines d'emprisonnement ferme ne constituent pas une statistique publique et sont analysées par la direction des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice dans un objectif d'élaboration d'une politique des peines.

Si, aux termes de l'article L. 300-2 du code des relations entre le public et l'administration « *Sont considérés comme documents administratifs, (...) quels que soient (...) leur forme et leur support, les documents produits ou reçus, dans le cadre de leur mission de service public, par l'État (...)* », l'ensemble des données présentées par l'observatoire des peines d'emprisonnement ferme ne constituent pas des documents administratifs communicables au public.

La communication du document demandé est en effet susceptible de porter atteinte à la sécurité publique voire à la sécurité des personnes, au sens des dispositions de l'article L. 311-5 du code des relations entre l'administration et le public.

Dès lors, je ne peux donner une suite favorable à votre demande.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

13 Place Vendôme
75042 Paris Cedex 01
Téléphone : 01 70 22 78 07 ou 01 70 22 78 23
Télécopie : 01 70 22 73 95

Je vous prie de recevoir, Monsieur, mes plus cordiales salutations.

Pour la garde des sceaux, ministre de la justice
Pour la secrétaire générale
Youssef BADISSI
Chef du bureau du contentieux administratif et du conseil

